

CONjoncture EUropéenne et Régionale



iéseg
SCHOOL OF MANAGEMENT
LILLE - PARIS

I&S Industries
& Services

Numéro 039

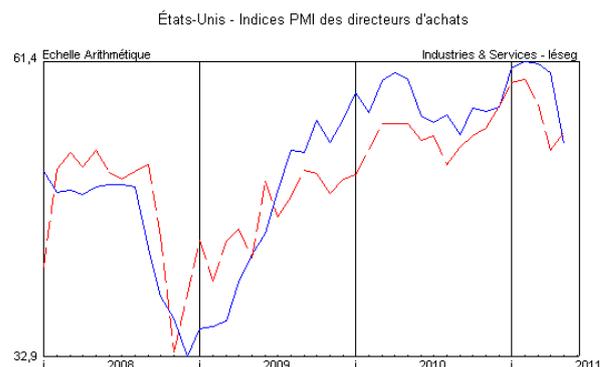
Achévé de rédiger le 20 juin 2011

MONDE : Expansion limitée

La croissance mondiale, qui augmente à un rythme de l'ordre de +4,3% l'an, après +5,1% en 2010, est soutenue tout particulièrement par les pays émergents qui n'ont pas ou peu été affectés par le choc financier de 2007-2008. Aussi la Chine ou l'Inde continuent d'afficher des taux de croissance voisins de +9%, même si la croissance mondiale commence à se modérer. Dans ses prévisions publiées le 17 juin, le FMI attend une croissance de +8,4% en 2011 en Asie émergente contre +2,5% aux États-Unis et +2% en zone Euro. Malgré la reprise de l'économie occidentale, les indicateurs économiques restent mieux orientés dans les pays émergents. Ces économies, sorties renforcées de la crise, sont de plus en plus intégrées dans la mondialisation. La Chine, dont le développement est spectaculaire et qui a fait son entrée à l'OMC après 13 ans de négociations, a confirmé en 2010 son statut de grande puissance économique en ravissant au Japon la place de deuxième dans l'ordre mondial.

Aux **États-Unis**, la croissance a été de +1,8% l'an au premier trimestre 2011. La production manufacturière plafonne. L'indice des directeurs d'achat du secteur manufacturier du mois de mai a vivement déçu. En revanche, l'indicateur du secteur des services s'est redressé. L'accélération de la remontée de l'emploi au cours des derniers mois avait donné une impulsion nouvelle à la reprise. Son interruption, clairement liée aux hésitations conjoncturelles consécutives au choc de la hausse des cours des matières premières, a fait repasser le taux de chômage au-dessus des 9%. Les forts gains de productivité des derniers trimestres ouvrent toutefois la voie à une meilleure tenue de l'emploi au cours des prochains mois. En tout cas, les Américains n'ont pas perdu confiance : ils sont actuellement 43,5% à considérer qu'il est difficile de trouver un emploi contre près de 49% en novembre dernier. Les progrès de la demande reposent actuellement sur la consommation des ménages, même si elle est contrariée par le renchérissement de l'énergie et, surtout, sur la progression vigoureuse des investissements des entreprises qui va de pair avec la bonne tenue des exportations et

surtout avec la reprise de l'augmentation des profits. La dégradation des finances publiques est une véritable bombe à retardement. Un déficit de 10% du PIB ne peut laisser les marchés indifférents, même si la position de première puissance mondiale confère encore un statut privilégié. La confusion des débats à ce sujet et l'ampleur des dissensions entre démocrates et républicains n'incite guère à l'optimisme sur les perspectives budgétaires à court terme.



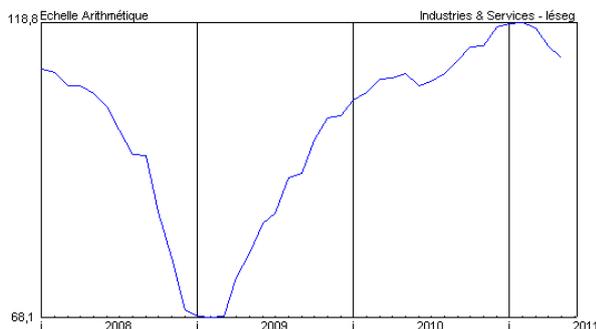
Source : Institute of Supply Management – en **bleu** : secteurs manufacturiers – en **rouge** : secteurs non manufacturiers

La croissance de **l'Inde** est ressortie à +7,8% en glissement annuel au premier trimestre 2011, après une moyenne de +8,8% les trois trimestres précédents. La progression de la consommation, qui s'était ralentie à +2,7% sur un an au début 2010, ressort à +8% et celle des exportations de biens et services à plus de +25%. En revanche, le glissement annuel des investissements est revenu à zéro alors qu'il s'affichait à près de +20% au premier semestre 2010. Les tensions inflationnistes perdurent même si elles sont moins marquées que fin 2009-début 2010. Le glissement annuel des prix à la consommation a atteint +9,1% en avril, de sorte que des mesures destinées à atténuer l'augmentation des prix de plusieurs produits ont été mises en œuvre. Le durcissement de la politique monétaire se poursuit : la banque centrale a remonté le taux des réserves obligatoires des banques, ainsi que son principal taux directeur, le portant à +7,25%

EUROPE : L'€uro en danger

Au premier trimestre 2011, le **PIB** de la zone €uro a progressé de +0,8%, soit +2,5% l'an, moyenne recouvrant des résultats très disparates. Ainsi la croissance a atteint +1,5% en Allemagne et +1% en France, en regard de +0,3% en Espagne et +1% en Italie. La production grecque s'est redressée de +0,8% à l'issue d'une contraction de -10%, mais les marchés ne cessent de douter de la capacité du pays à faire face à ses engagements en matière de finances publiques : le 13 juin, Standard & Poor's abaissait la note grecque à CCC, estimant que le pays pourrait restructurer sa dette d'une façon qui pourrait être assimilée à un défaut, ce qui constitue une menace sérieuse pour l'avenir de la monnaie unique. Les enjeux relèguent au second plan ceux liés à l'accélération de **l'inflation**. En mai, le glissement annuel des prix à la consommation a atteint +2,7%, sous le double effet de la flambée des cours de l'énergie et de la diffusion de la hausse des cours des matières premières. Le danger inflationniste ne doit cependant pas être exagéré, compte tenu de la modération salariale et les risques que ferait encourir une politique monétaire restrictive face à la politique du dollar faible menée par les États-Unis.

Perspectives d'activité de l'industrie dans la zone €uro (6 pays)

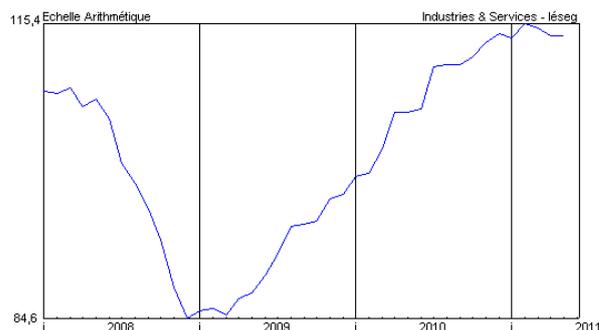


Source : Eurostat

En **Allemagne**, la croissance a fortement accéléré au premier trimestre 2011, affichant une progression de +1,5% sur trois mois, après +0,4% à la fin 2010. L'activité du pays a ainsi dépassé son niveau d'avant la récession. La demande intérieure a fortement contribué à ce résultat, portée par l'accroissement de la consommation des ménages (+0,4%) et surtout par le net redressement de l'investissement (+5%). Ce dernier a bénéficié du rebond des dépenses en construction (+6,2%), en contrecoup du recul du dernier trimestre 2010 dû aux mauvaises conditions climatiques, et d'une nouvelle hausse des achats de machines et équipements (+4,2%). En revanche, les variations de stocks ont contribué négativement à la croissance au premier trimestre (-0,4 point). Du côté du commerce extérieur, les exportations sont restées dynamiques en ce début d'année, augmentant de +2,3%. La progression de l'activité devrait néanmoins se modérer les mois suivants,

comme le suggèrent les enquêtes. En effet, en mai, la composante des perspectives à six mois de l'indice Ifo recule pour le troisième mois consécutif, celle sur la situation courante restant orientée à la hausse. Au final, l'indice global se stabilise à un niveau qui reste proche de ses records. Le retour de l'inflation, qui a atteint +2,4% en glissement annuel en mai, devrait lui aussi peser sur l'activité pour le reste de l'année, d'autant plus que cette hausse n'est plus limitée à l'énergie et aux matières premières, comme en atteste l'accélération de l'inflation sous-jacente à +1,6%.

Indice Ifo du climat des affaires dans l'industrie et le commerce

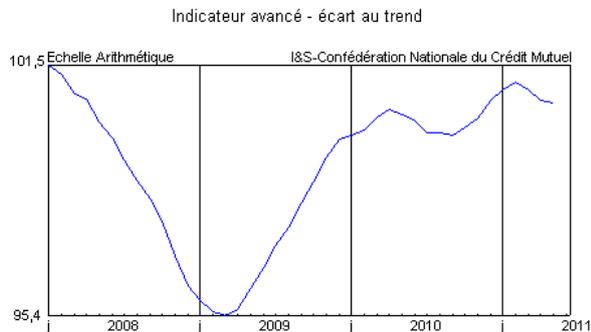


source : Institut für Wirtschaftsforschung

Le PIB de la **Grèce** s'est contracté de -4,3% en 2010, après un recul de -2,3% en 2009. L'indicateur a chuté de -19% entre le point haut de l'été 2008 et la fin 2010. Si le FMI ne formule pas de prévisions spécifiques pour ce pays, l'OCDE envisage, pour sa part, un nouveau recul de l'économie de -2,9% en 2011, tous les postes étant touchés à l'exception des exportations. La demande intérieure est très affectée par les mesures d'austérité prises par le gouvernement et la hausse du chômage. Sur un an, la consommation des ménages est ressortie en recul de -8,6%, en lien avec les hausses de taxes et les baisses de salaires dans le secteur public, et l'investissement a poursuivi sa chute (-19,4%). Le repli de la demande intérieure s'est traduit par une diminution des importations (-3,2%) tandis que les exportations se redressaient fortement (+12,8%). Le retour à la croissance observé au premier trimestre 2011 (+0,8% sur trois mois) semble précaire, cette dernière n'ayant certainement bénéficié que de l'amélioration du commerce extérieur. En effet, la production industrielle est restée orientée à la baisse en mars, s'inscrivant en recul de -8% sur un an. Elle est désormais inférieure de près de -20% à son niveau d'avant la crise. En revanche, les exportations de marchandises poursuivent leur redressement entamé à la mi-2010, affichant une progression de +23,6% sur un an et dépassant ainsi leurs records antérieurs. Enfin, la nouvelle hausse du taux de chômage en février, à 15,9%, et une inflation qui reste forte, à +3,9% sur un an, devraient continuer à peser sur la consommation.

FRANCE : Le diagnostic de l'OCDE

Le rebond du **PIB** au premier trimestre (+3,9% l'an) ne fait pas une tendance. L'économie a dépassé un pic d'accélération et il est peu probable que les variations de stocks exercent à nouveau une contribution fortement positive à la croissance.

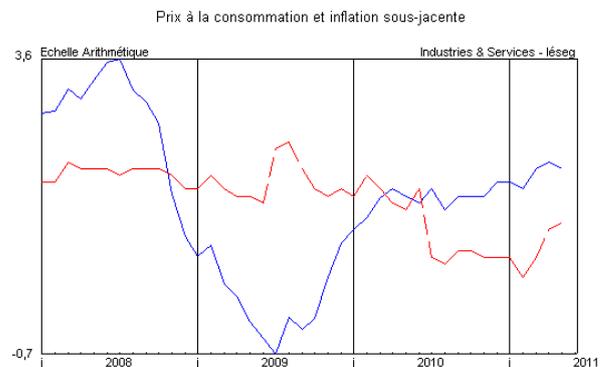


Source : Confédération Nationale du Crédit Mutuel

Dans leurs **perspectives** publiées entre la mi-mai et la mi-juin, l'OCDE estime que celle-ci devrait atteindre +2,2% cette année, puis +2,1% en 2012 tandis que le FMI envisage des performances un peu moins élevées, soit, respectivement, +2,1% en 2011 et +1,9% l'année prochaine. Les principaux soutiens seraient l'investissement des entreprises et la demande étrangère. L'OCDE commente les hypothèses qui sous-tendent ses projections en insistant tout particulièrement sur son jugement porté sur la situation des **finances publiques** : "Une reprise modeste est en cours, mais la récession laissera des traces durables.[...] Le taux de chômage devrait baisser quelque peu, pour se rapprocher de 9% d'ici à la fin de 2012. L'importante marge de capacités inutilisées devrait limiter les éventuels effets de second tour liés à l'augmentation des prix à l'importation, alors que l'inflation sous-jacente et l'inflation totale devraient converger aux alentours de +1,5% en 2012. La trajectoire d'assainissement budgétaire suivie par les pouvoirs publics est appropriée mais de plus amples efforts seront nécessaires à moyen terme. Il faudrait s'attacher en priorité à contenir les dépenses en améliorant l'efficacité du secteur public et en limitant les coûts de la santé. Les recettes pourraient être accrues en élargissant les bases d'imposition et en relevant les taxes environnementales et les impôts sur la propriété. La crédibilité budgétaire doit aussi être renforcée grâce à une véritable réforme des institutions. Stimuler la production potentielle en s'attaquant aux faiblesses du marché du travail et en continuant à renforcer l'offre productive faciliterait la correction des déséquilibres budgétaires".

Les chefs d'entreprise estiment, par leurs réponses aux enquêtes de conjoncture, qu'ils sont sortis de la crise, mais la **production industrielle** tarde à réduire son recul par rapport à son point haut du début 2008 (-9,5%). Par ailleurs, la **balance**

commerciale affiche un déficit de 86 milliards d'euros l'an, celle de d'Allemagne reste largement excédentaire (150 milliards d'euros l'an). Les exportations, qui n'ont progressé que de +0,3% l'an sur les trois derniers mois, traduisent la dégradation de la **compétitivité industrielle**. Néanmoins, malgré une inflexion de la croissance et des perspectives de production, les industriels restent confiants, tout en surveillant l'inflation et en se plaignant des difficultés de recrutement. En mai, l'indice des **prix à la consommation** a augmenté de +0,1%, limitant sa hausse à +2% en glissement annuel. Le taux de **chômage** (hors DOM), qui s'établit à 9,2% au premier trimestre 2011, est en légère baisse par rapport au quatrième trimestre 2010. 58.200 **emplois salariés** ont été créés au cours du premier trimestre. Cette hausse est liée principalement à l'emploi marchand hors intérim et à une reprise dans la construction.



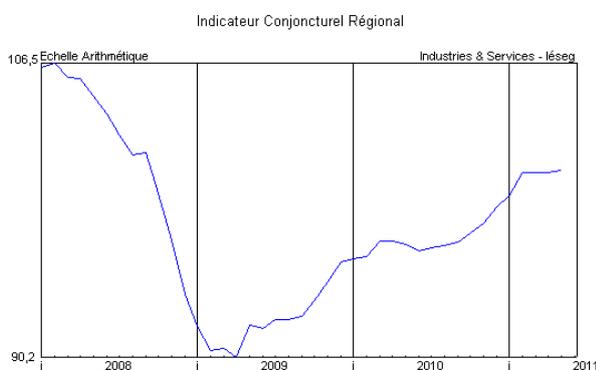
Source : Insee - Glissements annuels en %. En **bleu** : indice des prix à la consommation - en **rouge** : inflation sous-jacente.

Les **dépenses publiques** ont augmenté de +2,1% en 2010, rythme le plus faible depuis 1998. Les prestations et autres transferts (55,5% du total) se sont raffermies de +2,9% et les dépenses de fonctionnement (34,6%) de +3%. Dans le même temps, les intérêts (4,3%) ont progressé de +2,5% mais les investissements (5,6%) ont chuté de près de -10% en raison du contrecoup du plan de relance. De leur côté, les **recettes** se sont accrues de +3% grâce au rebond des impôts sur les sociétés, ne compensant toutefois pas la perte enregistrée en 2009 (-3,8%). Au total, le besoin de financement des administrations publiques est ressorti à près de 137 milliards d'euros l'an passé, soit 7,1% du PIB. Dans ses perspectives de printemps publiées à la mi-mai, la Commission européenne anticipe que le déficit public français reviendrait à 5,8% cette année puis à 5,3% en 2012. Ces ratios demeureraient supérieurs à ceux enregistrés pour la moyenne de la zone Euro (déficit attendu à 4,3% en 2011 puis 3,5% en 2012), en raison notamment des bonnes performances de l'Allemagne, où le déficit ressortirait à 2% puis à 1,2%.

NORD-PAS DE CALAIS : Stabilisation

ORIENTATIONS GENERALES

Selon les éléments réunis jusqu'au 20 juin, l'Indicateur Conjoncturel Régional Industries & Services-léseg du mois de mai est demeuré au plafond atteint en février. La pause dans l'activité industrielle s'est prolongée, à un niveau toutefois bien supérieur à celui de l'an passé. Les carnets sont globalement bien garnis et les stocks de produits finis adaptés aux besoins du marché mais les pronostics à court terme des chefs d'entreprise sont devenus moins favorables. Les évolutions des échanges restent contrastées selon les segments et la consommation des ménages a encore fléchi. En revanche, le sous-indicateur de l'emploi s'est redressé.



Source : Industries & Services - léseg

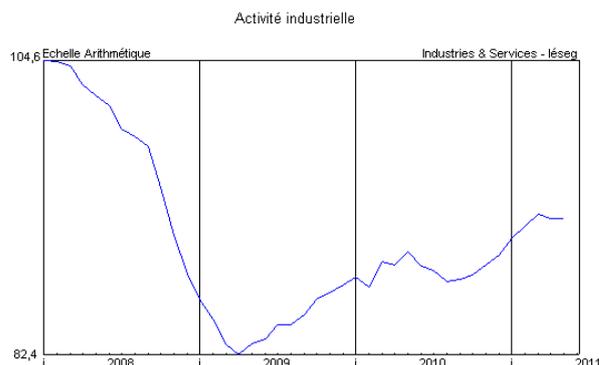
ACTIVITE

Les rubriques abordées se réfèrent désormais à la nouvelle nomenclature d'activités (NAF révision 2).

Industries agroalimentaires : La production régionale s'est inscrite à la hausse, notamment dans l'industrie laitière et la transformation-conservation du poisson où les carnets de commandes restent déséquilibrés. En revanche, contrairement à ses prévisions, le secteur de la viande ralentissait son activité en raison d'un fléchissement de la demande. Les prévisions sont conditionnées par le niveau des stocks de produits finis, insuffisants dans les industries des viandes et du lait, et l'importance des plans de charge, mais dans l'ensemble, elles demeurent favorablement orientées.

Biens d'équipement professionnel : L'activité a progressé dans les deux principaux secteurs des équipements électriques et des machines qui maintiennent des carnets étoffés grâce, principalement, à la demande intérieure. Cette bonne orientation devrait se maintenir au-delà du deuxième trimestre.

Matériel de transport : L'industrie automobile a effacé la faiblesse du mois précédent. Les constructeurs ont reconstitué leurs plans de charge et refait leurs stocks, tandis que les équipementiers ont davantage conforté leurs carnets. Dans les deux cas, cependant, une légère diminution des cadences est envisagée pour les prochaines semaines. Dans l'industrie du matériel ferroviaire, l'activité a été nettement intensifiée, et les prises d'ordres ont été plus abondantes. Une augmentation plus modérée de la production est attendue en juin.

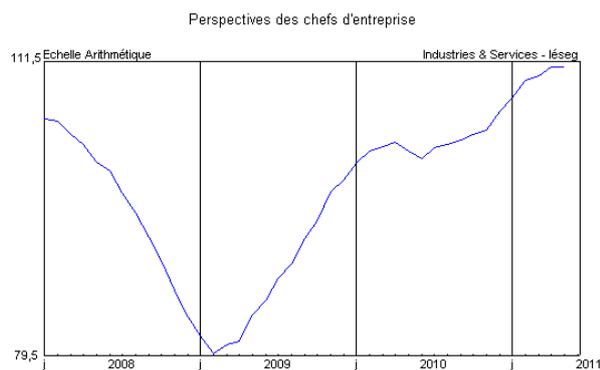


Source : Industries & Services - léseg

Autres produits industriels : Les évolutions de la production sont demeurées très contrastées selon les secteurs. Le mois de mai a été favorable au textile-habillement, à la métallurgie, à l'imprimerie et aux matériaux de construction-verre mais les appréciations de la situation sont restées négatives pour les papiers et cartons tandis que le secteur de la plasturgie-caoutchouc s'inscrivait en repli et que la chimie de base se stabilisait. La demande paraît en effet s'essouffler dans de nombreux compartiments, ce qui entraîne une érosion des carnets de commandes et des prévisions à court terme plus réservées que précédemment.

Construction : Selon les statistiques ministérielles (Sit@del2), les autorisations de bâtir de nouveaux logements ont accentué leur progression en avril à un an d'intervalle dans le Nord-Pas de Calais : +29,8% contre +0,1% en France métropolitaine, conduisant à des évolutions annuelles cumulées mai 2010-avril 2011 respectivement de +11,3% et de +14,0%. Les mises en chantier ont toutefois encore baissé dans la région : -7,8% contre +14,5% en France, soit, en année mobile, +5,7% et +11,8%, le Nord-Pas de Calais n'opérant toujours pas le rattrapage nécessité par sa démographie et l'état de son parc. Dans la construction neuve non résidentielle, l'accroissement des superficies de locaux autorisées se poursuit, avec +26,4%, soit -7,7% en année mobile (contre, respectivement, +11,9% et +4,3% en France métropolitaine). Si les mises en chantier régionales ont légèrement progressé dans le mois par rapport à avril 2010 (+5,5%), l'écart s'est accentué en année mobile

(-8,2%), les résultats pour la France métropolitaine étant, respectivement, de +7,5% et de -9,1%.

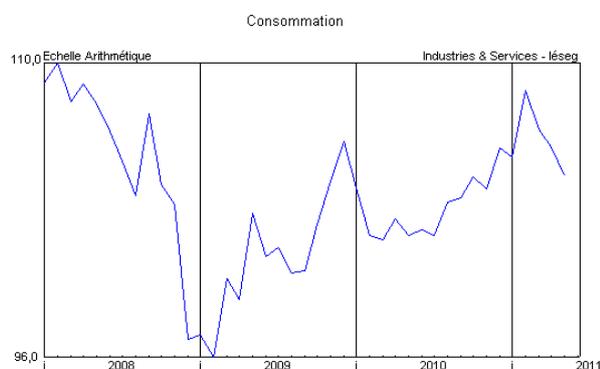


Source : Industries & Services - léség

Services aux entreprises : L'activité a continué de stagner en mai. La situation s'est stabilisée dans le secteur de l'intérim à des niveaux certes bien supérieurs à ceux de l'an dernier et les agences n'escomptent pas de redressement dans les prochains mois. Le développement se modère dans celui de l'informatique et de la communication mais l'optimisme continue de prévaloir avec des ajustements à la hausse des effectifs. Les "services de compétences" (juridique, comptable, conseil, architecture, ingénierie, contrôle et analyse technique) enregistrent une augmentation modérée, toujours soutenue par les activités liées à la construction et s'attendent à un tassement de leurs prestations pour les prochains mois.

CONSOMMATION

La **consommation régionale** des ménages en produits industriels a encore reculé par rapport au premier trimestre. En hausse à un an d'intervalle en données brutes, les immatriculations d'automobiles neuves ont encore fléchi en données corrigées des jours ouvrables, en raison du positionnement particulier des jours fériés tombant un dimanche ou décalés en juin. S'agissant des ventes, indépendantes des horaires d'ouverture des services des cartes grises, les évolutions apparaissent cependant moins défavorables.



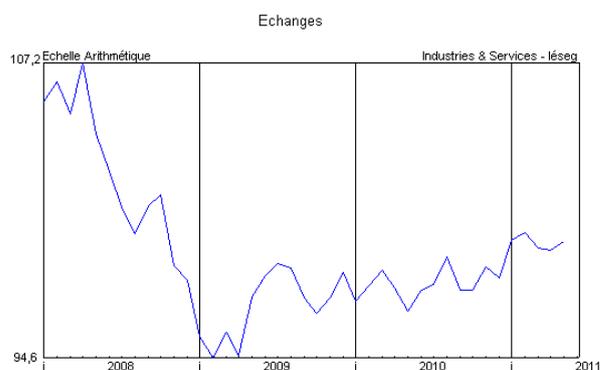
Source : Industries & Services - léség

Dans le commerce de détail, les transactions en volume se sont maintenues dans les rayons des

textiles-habillement, des cuirs-chaussures, de l'électroménager, de la librairie-papeterie et de l'horlogerie-bijouterie tandis qu'elles ont continué de reculer dans celui des meubles. La baisse du volume des ventes de produits d'électronique grand public a été stoppée. Pour leur part, les rayons de la quincaillerie et du bricolage ont été peu animés. Le volume du chiffre d'affaires de la Vente à Distance – dont le marché est national – accuse une "rechute", en repli de -4,8% à un an d'intervalle et de -1,8% sur le mois précédent pour l'ensemble des articles. Pour le seul compartiment textile-habillement, les évolutions ont été respectivement de -0,8% et de +0,8%.

ÉCHANGES

En mai, le volume total des expéditions de marchandises au départ de **Dunkerque** est demeuré en forte hausse (+23% à un an d'intervalle) soutenu par les prélèvements sur les stocks d'hydrocarbures de l'ancienne raffinerie Total, qui impliquent une hausse des sorties totales de vracs liquides de +88%. Pour leur part, les sorties de vracs solides ont encore progressé de +27% grâce aux charbons à destination des centrales thermiques britanniques et aux céréales. L'ensemble des exportations de "marchandises diverses", seule composante du trafic qui participe désormais à l'élaboration de l'Indicateur Conjoncturel Régional, s'est redressé de +13%. Si le trafic ro-ro avec l'Angleterre n'a pas varié sur un an (-1%) en raison de la concurrence du Tunnel; le trafic de conteneurs a augmenté de +22% tandis que, soutenu par les aciers et les tubes, le fret conventionnel enregistrait un gain de +120%.



Source : Industries & Services - léség

Connues partiellement jusqu'à mai, les livraisons de gazole, utilisées comme indicateur de l'évolution du **trafic routier** de marchandises ont progressé à un an d'intervalle mais ont peu évolué d'un mois sur l'autre. L'enquête de conjoncture du Secrétariat Régional de la Banque de France portant sur ce même mois auprès des entreprises de transports et d'entreposage fait part d'une timide amélioration de la demande mais d'une stagnation du volume des prestations, situation qui ne devrait guère évoluer à brève échéance. Les immatriculations de **véhicules utilitaires légers** neufs ont affiché une hausse

marquée, plus sensible encore pour celles des **véhicules industriels**.

En mai, le **trafic aérien de passagers** par l'aéroport de Lille-Lesquin a été moins soutenu qu'en avril avec une baisse de -1,1% par rapport à l'an passé (soit -1,3% hors transit, déroutements et "divers"). Seule, la fréquentation des vols avec l'Union Européenne (incluant les vols intérieurs) a progressé (+1,9%) alors que celle des vols réguliers internationaux (hors "espace Schengen") se stabilisait (-0,8%). Pour leur part, les vols "vacances" (charters) enregistraient un repli de -5,3%

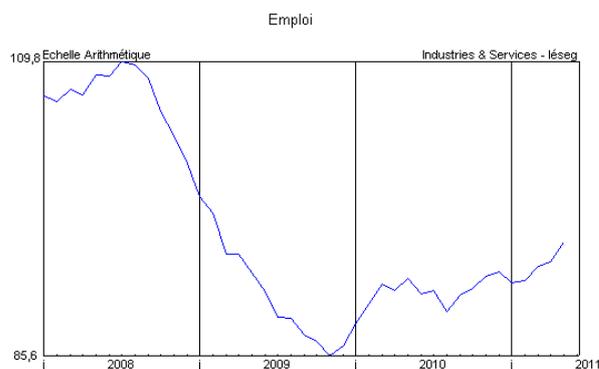
EMPLOI

En avril, le nombre de **demandeurs d'emploi en fin de mois** dans la région a baissé de -0,1% par rapport à mars pour la catégorie A (sans emploi avec actes positifs de recherche d'emploi), en baisse de -0,1% à un an d'intervalle. Les variations correspondantes ont été, en France métropolitaine, respectivement, de -0,4% et de +0,2%. Pour l'ensemble des catégories A, B et C, l'évolution mensuelle régionale s'est établie à +0,1%, contre -0,2% en France (hors DOM), et de +3,2%, contre +3,3%, par rapport à avril 2010. Sur un an, le chômage régional des hommes a augmenté de +1,3% (+1,4% dans le pays) et celui des femmes de +5,3% (contre +5,1%). Pour les jeunes de moins de 25 ans, la variation est ressortie à -5,7 (contre -4,0% en France métropolitaine). Elle a été de +10,7% (contre +11,0%) en ce qui concerne les demandeurs d'emploi inscrits depuis un an et plus.

En mai 2011, le nombre d'heures d'**activité partielle** autorisées dans les établissements a reculé de -59,5% dans la région, contre -72,3% en

Métropole (données provisoires). En avril, le recul des entrées à la suite de **licenciements économiques** (y compris les fins de conventions de conversion, de PAP anticipés et de CRP) a atteint -23,2% sur un an après -19,8% en mars (contre -7,7% après -9,8% en France).

Le flux total des **entrées** à Pôle Emploi a baissé de -9,9% contre -5,2% en France métropolitaine. Celui des **demandes d'emploi sorties** des listes n'a reculé que de -3,5% contre +0,7% dans le pays.



Source : Industries & Services - Iéseg

Le flux des **offres d'emploi** nouvelles collectées dans la région par Pôle Emploi s'est affaibli : -7,8%, contre -0,2% pour la référence nationale (en données brutes). Par catégorie d'offres, les évolutions sont restées toujours très fortement dispersées : -14,4% contre -0,2% pour les offres durables (plus de 6 mois), +2,9% contre +10,6% pour les offres temporaires (de 1 à 6 mois) et -12,4% contre -5,7% pour les emplois occasionnels (en données corrigées des variations saisonnières).

MÉTHODOLOGIE

Les Indicateurs de **Conjoncture Européenne et Régionale** sont établis mensuellement par Industries & Services-Iéseg, sous la direction de François Milléquant et de Hassan El Asraoui. Ils reposent sur les informations communiquées par l'INSEE, l'OCDE, Eurostat, l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie, le COE-Rexecode, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, ainsi que sur les données locales réunies ou établies par la Direction Régionale de l'INSEE, le Secrétariat Régional de la Banque de France, la Direction Régionale du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité, le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer, l'Union Française des Industries Pétrolières, l'Aéroport de Lesquin et le Grand Port Maritime de Dunkerque. La reproduction totale ou partielle de ce document est soumise à l'approbation préalable d'Industries & Services-Iéseg. Les textes n'engagent que leurs auteurs.

REDACTION : Industries & Services (Équipe de recherche en Économie Industrielle et Régionale de l'Iéseg).
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Philippe Ammeux, Directeur de l'Iéseg School of Management Lille-Paris, 3 rue de la Digue, 59000 LILLE ☎ 33.(0)3.20.54.58.92. 📠 33.(0)3.20.57.48.55. – www.ieseg.fr - Membre de la Conférence des Grandes Écoles, de l'Université Catholique de Lille et du LEM (Lille Économie & Management), UMR CNRS 8179.

Pour joindre les rédacteurs :

Dr François Milléquant : f.millequant@ieseg.fr ou francois.millequant@wanadoo.fr

Dr Hassan El Asraoui : h.elasraoui@ieseg.fr

Les numéros les plus récents peuvent être consultés et téléchargés sur les sites :

<http://www.ieseg.fr/relations-entreprises/indicateurs-de-conjoncture/> et <http://coeur.ieseg.fr>